



Bulletin de la **DOCUMENTATION** **ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE** pour **L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT** **ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

Editorial : Fatalisme – La 27^e conférence mondiale sur le climat (COP27) se tient en ce début de mois de novembre en Egypte. Ce bulletin traite depuis son numéro un, donc depuis 87 numéros, du réchauffement climatique. Il en est aujourd'hui dans ce numéro à l'année 2007, en préparation de la COP12. Vous n'avez pas encore lu la suite, une avalanche de documents, de plus en plus précis et qui préviennent des risques encourus par la planète, tandis que les scientifiques se démènent pour bouger des politiques apathiques. Cet été, nous avons vécu, en Europe, de vraies canicules doublées de sécheresses et d'incendies, tout en considérant aussi que des catastrophes se produisaient aussi ailleurs. Faisons la prière que, enfin, la COP27 égyptienne, ne soit pas reléguée au second plan, comme beaucoup d'autres COP l'ont été. De nombreux pays pollueurs annoncent pourtant qu'ils n'entendent pas faire sérieusement beaucoup plus contre les émissions de CO₂, ni de concrétiser une participation financière aux pays les plus atteints par les catastrophes climatiques ou la montée des eaux. Les objectifs ne seront pas atteints et la planète se réchauffe inéluctablement. Où allons-nous ?

Sommaire :

page 2 - Abeilles (suite)

page 3 - Effet de serre (suite)

page 4 - Nicolas Hulot (suite)

page 5 – L'EPR (European Pressurised Reactor) (suite)

page 6 – L'ARME DU BOYCOTT



POUR Q'UN
ÉCOLOGISTE
DEVienne PRÉSIDENT



IL FAUDRAIT QUE
LES ARBRES
ET
LA PLANÈTE
PUISSENT VOTER

Documentation Ecologique Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous
utiliser le mail
gaby.rajon@gmail.com

SI LA NATURE
ÉTAIT UNE BANQUE
ÇA FERAIT LONGTEMPS
QU'ON L'AURAIT
SAUVÉE

ABEILLES ch 5 - abeilles et humains même combat (suite)

25 mai 2020..... En Isère, la production de miel sera une bonne année. A la faveur d'un hiver doux et d'un beau printemps, les abeilles ont travaillé ardemment. Si le confinement n'a eu que peu d'effet sur le travail des abeilles, le président du syndicat apicole dauphinois (SAD) prédit tout de même une très belle année de miel grâce à un climat favorable. Avec le printemps, les floraisons font le bonheur des abeilles et celui des apiculteurs. Un printemps qui s'est déroulé en pleine crise sanitaire. «Le confinement a permis, en ville, d'avoir beaucoup moins de poussières et de pollution atmosphérique », avoue Bernard Verneyre, président du SAD. «Les abeilles ont beaucoup travaillé et ont fait un miel de bien meilleure qualité». «L'élément essentiel, ça a été le climat. On a eu un hiver extrêmement doux, avec une faible mortalité. Qui est aussi due au retrait d'un certain nombre de pesticides, comme les néonicotinoïdes, dont on commence à ressentir les bienfaits». Les abeilles ont commencé très tôt leur travail qui a pu se poursuivre avec un beau printemps. «Elles ont profité de presque toutes les floraisons. Sauf à la mi-avril, où la sécheresse s'est fait ressentir. Le miel d'acacia (dont la floraison en Isère se situe entre avril et mai) en a été impacté », Mais rapidement, la pluie est arrivée, et «le miel de cru de tilleul s'annonce excellent. Ce sera donc une très belle année pour l'apiculture. En plaine, au 10 juillet, la saison sera terminée avec le miel de châtaignier. En montagne, il restera encore quelques floraisons ».

25 mai 2020..... Miel :Pendant la période de confinement due au coronavirus, les clients sont conscients et privilégient la vente directe. C'est la pleine saison. Régis et Sonia Gourru, apiculteurs professionnels à Brézins (Isère), ne chôment pas. Et alors que le pays était à l'arrêt deux mois, eux n'ont pas pris de repos... «Les abeilles ne connaissent pas le confinement ! », plaisante Sonia. Le début de printemps a été favorable pour l'exploitation "La Miellerie l'affleure de vie". En ce qui concerne le miel d'acacia, les gelées auront sûrement un peu gâché la récolte: «C'est une fleur fragile », précise Sonia Gourru. Durant les deux derniers mois, les agriculteurs, qui commercialisent leur miel bio, ont noté «une prise de conscience» de la clientèle. «Il y a plus de confiance.» Et d'ajouter : «Il y avait plus de personnes sur l'exploitation pour acheter nos produits en direct », confirme l'Iséroise, qui a mis en place un système de drive pour éviter au maximum les contacts. Le magasin bio de Saint-Siméon-de-Bressieux (Isère), dans lequel le couple vend son miel, a aussi bien fonctionné. Sûrement aussi parce que ce sont de plus petites structures et que les gens évitaient les grandes surfaces. «On a noté un bel essor », analyse Sonia Gourru qui veut toutefois nuancer. «On ne sait pas si cela va perdurer» mais une aubaine quand même pour les apiculteurs qui ont dans le même temps fait face à la fermeture des marchés. «Notre préoccupation principale reste néanmoins de produire. »Après un "voyage" dans le Vercors pour faire du miel de montagne, le cheptel transhumera ensuite dans la Drôme pour le miel de lavande. Quand une autre ira dans la Loire pour le miel de sapin.

26 mai 2020..... En Albanie, les abeilles font leur miel du coronavirus. Pas de pesticides, pas de bruit, pas de pollution : les abeilles albanaises sont en pleine forme pendant la crise du coronavirus et la récolte de miel s'annonce inégalée. «C'est une année en or pour les abeilles, elles sont les seules à travailler à temps plein », se réjouit Gëzim Skermo, apiculteur. Voici trois décennies, dans une nature idyllique aux fins fonds de l'Albanie, il a fondé une ferme apicole au pied de la montagne de Morava. Aujourd'hui, l'entreprise de quelque 300 ruches est la seule du petit pays des Balkans à exporter son miel. «Pendant la pandémie, les hommes sont enfermés chez eux mais l'abeille n'est pas restée confinée », poursuit l'apiculteur de 68 ans. «Elle travaille mieux que jamais car il n'y a pas de bruit ni de pollution, rien ne la dérange ». Les restrictions pour lutter contre le coronavirus, qui a fait une trentaine de morts en Albanie, ont mis la circulation routière à l'arrêt. Du fait des incertitudes sur leurs débouchés, les paysans n'ont pas travaillé les champs et n'y ont pas répandu de pesticides toxiques pour les abeilles. «Cette année, on n'a pas eu de pertes contrairement aux années précédentes où on trouvait des abeilles mortes devant les ruches », raconte l'apiculteur qui n'a jamais «connu de saison pareille en 50 ans de métier ». Ces insectes pollinisateurs, une pièce maîtresse de l'écosystème tout entier, s'en donnent donc à cœur joie en ce printemps. Les abeilles vibronnent autour des rangées de ruches multicolores de la ferme "Morava" dans un ballet incessant entre l'abreuvoir où elles se ravitaillent en eau et le nectar collecté aux fleurs alentour. L'acacia jaune est en pleine floraison et les apiculteurs attendent bientôt celle de l'acacia blanc, un aimant à abeilles. Selon les années, l'exploitation produit entre cinq et quinze tonnes de miel (acacia, trèfle blanc, pin, colza, arbusier, thym sauvage et châtaigne). Elle récupère aussi des dizaines de tonnes de miel auprès d'apiculteurs de toute l'Albanie pour le traiter. Par superstition, Gëzim Skermo se refuse à donner des chiffres mais il est sûr que cette année, la récolte sera abondante et de haute qualité. Les rayons sont déjà bien remplis et les apiculteurs prévoient de commencer le prélèvement plus tôt que prévu, soit avant la fin mai, et même de faire deux récoltes. «Les conditions sont optimales pour les abeilles qui sont de vraies sentinelles écologiques », explique Eugen Skermo, apiculteur comme son père. Tous les professionnels ont en mémoire les années 2016 et 2017. Selon leur association nationale, 40% des ruches avaient disparu et les pertes ont dépassé les 60 millions d'euros. Les spécialistes mettent en cause une épidémie de l'acarien parasite varroa favorisée par les aléas climatiques ou la déforestation mais aussi par l'usage des néonicotinoïdes. Ces pesticides, qui s'attaquent au système nerveux des insectes, sont interdits depuis 2018 dans plusieurs pays de l'UE. La ferme apicole n'aura pas trop de sa récolte 2020 pour répondre à la demande qui a grimpé parmi des consommateurs albanais attirés par un produit réputé bon pour la santé. Chaque année, une quarantaine de tonnes de miel sont exportées vers les États-Unis, la Suisse et la Chine. Mais si l'entreprise dispose d'un laboratoire de certification offert par l'UE, Morava n'a pas le droit d'exporter son miel en Europe car les produits albanais d'origine animale y sont interdits. L'Albanie compte 360 000 ruches enregistrées officiellement, produisant chacune en moyenne plus de 10 kg de miel. «J'espère que la situation changera pour que les marchés européens puissent profiter du miel d'Albanie, qui a une riche biodiversité et une longue tradition dans la production de miel naturel », dit Ermat Benga, responsable du laboratoire. (suite au n° suivant)



EFFET DE SERRE

Ch 18 - CONFERENCE DE NAIROBI (KENYA) COP 12 (suite)



23 mars 2007..... Le scientifique et ancien ministre Claude Allègre fait paraître «Ma vérité sur la planète », un livre qui n'est pas fait pour le réconcilier avec les écologistes. Alors que se dessine une majorité des gens de la classe politique qui se rallient à la grande cause écologiste incarnée en France par Nicolas Hulot ou à l'échelle internationale par Al Gore, Allègre va à contre-courant. Il veut lutter contre l'éco-intégrisme catastrophiste qui, au nom du principe de précaution, recommanderait un retour en arrière, un arrêt de la croissance économique et un non-développement du Tiers-Monde. L'écologie d'Allègre serait fondée sur la foi dans l'homme et le progrès. Il fustige le Club de Rome qui, dans les années 1970, a conclu à la nécessité d'une croissance zéro. Il s'attaque longuement aux thèses de Nicolas Hulot défendues dans son ouvrage «Pour un pacte écologique » (2006). Il dénonce la secte verte et ses gourous parmi lesquels il place encore José Bové. Allègre se pose en défenseurs des OGM, dénonce la propagande sur les questions du réchauffement climatique anthropique, attaquant les positions du GIEC et se montre très pro-nucléaire. Les points de vue sont inconciliables entre écologistes et le personnage Allègre.

30-31 mars 2007..... Lors d'un colloque en Caroline du Nord (Etats-Unis), l'armée américaine étudie les répercussions géostratégiques du réchauffement climatique. Cette armée doit se préparer à de nouveaux défis, comme la

multiplication des conflits de l'eau ou des interventions humanitaires plus fréquentes. Les sécheresses, les épidémies, les événements météorologiques extrêmes devraient se multiplier et, en cas de crise humanitaire, appeler des interventions militaires. La rareté de l'eau dans le sous-continent indien au Moyen-Orient, l'ouverture de l'océan Arctique libéré de la banquise, l'Afrique et ses réserves pétrolières immenses sont autant de lieux sensibles aux problèmes climatiques certains. Le monde devra aussi faire face à des migrations massives, un renforcement des clivages sociaux. Les Etats-Unis veulent se faire des amis sur toutes ces zones fragiles et son armée doit aussi s'adapter elle-même aux problèmes climatiques et aussi énergétiques. Cette armée est, en effet le premier consommateur mondial d'énergie.

2 avril 2007..... La Cour suprême des Etats-Unis, saisie pour la première fois d'une question touchant la politique de l'environnement, inflige un revers à George Bush. Par cinq voix contre quatre, les sages donnent tort à l'agence de la protection de l'environnement (EPA) qui ne s'estime pas tenue de réglementer les émissions de gaz à effet de serre. Le Massachusetts, qui avait porté plainte avec l'appui de 11 autres Etats, soutient que ces gaz sont des polluants que le gouvernement se doit de combattre en vertu de la loi sur la propreté de l'air de 1972. Sans se prononcer sur le lien entre gaz à effet de serre et changement climatique, la Cour juge que l'EPA a bien autorité pour réguler les émissions provoquées par le transport automobile et que, si elle ne souhaite pas le faire, elle doit présenter des arguments scientifiques et non arguer de ce que le problème ne peut être réglé que dans un contexte international. Les défenseurs de l'environnement se réjouissent de cette décision majeure.

2-6 avril 2007..... Réuni à Bruxelles pour mettre au point la deuxième partie de son rapport 2007, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) adopte un texte édulcoré mais alarmant. Il estime à plusieurs millions le nombre de personnes qui, d'ici à 2080, seront touchées par l'élévation du niveau des mers. Politiquement sensible, le résumé du rapport, adopté in extremis au terme de cinq jours de discussions, a vu chacun de ses termes âprement discuté. Les représentants de certains pays (USA, Chine et Arabie Saoudite) ont oeuvrés jusqu'au dernier moment pour tenter d'édulcorer le texte. Le texte prévoit néanmoins une augmentation de la mortalité due aux vagues de chaleur, aux inondations, aux tempêtes, aux incendies et aux sécheresses. Il cite aussi une augmentation des aires de répartition des insectes vecteurs de maladies infectieuses, un effondrement de la biodiversité, une baisse du débit des grands fleuves due au recul des glaciers. Les pays riches seront les moins touchés, tandis que les pays du sud seront désarmés et touchés directement. Les réponses à apporter sont la promotion du développement durable, le soutien à la recherche technologique, l'adaptation des agricultures, toutes solutions nécessitant de lourds financements.

3 avril 2007..... En dépit du jugement de la Cour suprême américaine de la veille, George Bush réaffirme qu'il n'a pas l'intention de proposer une législation imposant des plafonds contraignants pour les émissions de gaz à effet de serre. M. Bush réitère sa proposition de rendre obligatoire l'utilisation des biocarburants et réaffirme que fixer des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre n'a pas de sens si la Chine et l'Inde ne pratiquent pas la même politique.

6 avril 2007..... Le WWF publie un constat inquiétant sur l'état des 10 grands fleuves les plus menacés au monde, dont le Nil, le Gange, le Yangtse, le Danube et le Mékong. Selon l'organisation écologiste, ils sont l'exemple des dangers qui pèsent sur l'ensemble des cours d'eau de la planète. Les maux s'accroissent : changements climatiques mais aussi surpêche, prélèvements excessifs pour l'irrigation, pollution, construction de barrages, introduction d'espèces envahissantes. Si rien n'est fait, la ressource en eau pourrait devenir insuffisante. La quantité disponible par habitant de la Terre va diminuant, les sources de conflits vont se multiplier.

(suite au n° suivant)

NICOLAS HULOT

9- Ministre de l'environnement (suite)



8 janvier 2018..... Ségolène Royal, ex ministre de l'écologie, ne s'est pas retiré de la vie politique, au risque de gêner son successeur Nicolas Hulot. Dans une vidéo postée aujourd'hui sur Twitter, elle enchaîne les inaugurations de «territoires à énergie positive », ces initiatives locales en faveur de la transition énergétique. Demain, elle s'affichera dans les bureaux parisiens du Medef, coprésidant avec le syndicat des énergies renouvelables une réunion sur les opportunités de la filière solaire. À la mi-janvier, elle se déplacera à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, pour le sommet mondial de l'énergie, puis rejoindra Tromsø en Norvège, où sont organisées les rencontres d'Arctic Frontiers. Il ne lui a pas fallu longtemps pour retrouver une certaine visibilité sur la scène politique. Lorsque le militant écologiste Hulot a été confirmé dans ses attributs ministériels, Ségolène Royal a proposé être la nouvelle Envoyée spéciale présidentielle pour la protection de la planète. Mais l'Élysée l'a, plus prudemment, nommée ambassadrice chargée des négociations internationales pour les pôles, un poste confié en 2009 à Michel Rocard. Finis les salons dorés, l'ambassadrice reçoit aujourd'hui dans les locaux modernes du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, rue de la Convention à Paris. Du côté de **Nicolas Hulot**, on voit rouge. Le ministre d'État, qui ne

souhaite faire aucun commentaire sur Madame Royal, semble lassé des sorties médiatiques de cette dernière. En octobre 2017, en plein débat sur le glyphosate, il expliquait déjà ne pas avoir besoin des conseils de sa prédécesseure. L'ex-présidente de Poitou-Charentes ne s'est pas privée non plus de critiquer la décision de l'actuel gouvernement de reporter à plus tard l'engagement de réduire à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique français. Mais c'est la gestion des territoires à énergie positive pour la croissance verte qui est à l'origine de leur plus cinglante passe d'armes. Lancé par Ségolène Royal en 2015, ce processus a permis de labelliser quelque 550 conventions entre l'État et les collectivités locales. Or, l'enveloppe budgétaire prévue à 1,5 milliards d'euros, a été finalement fixée à 750 millions et seulement 400 millions de de paiement ont été versés depuis à la caisse des dépôts et consignations pour financer ces projets. Ségolène Royal reproche à Hulot qu'il avait été convenu que ce qui marche bien ne devait pas être détruit. Non contente de piétiner les plates-bandes de Hulot, elle entretient aussi le suspense sur la suite de sa carrière politique. L'ambassadrice pour les pôles ira prochainement en Russie pour voir tous les pays du cercle arctique. Pour elle l'Arctique est un immense Far-West où on assiste à une course effrénée pour creuser des forages. Américains, norvégiens et russes en font déjà, le Canada est tenté et la France peut jouer un rôle pour s'y opposer.

9 janvier 2018..... Le nouveau plan loup 2018-2023 est soumis depuis hier à la consultation publique, le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot qualifiant à cette occasion d'«enjeu majeur» la «cohabitation avec la grande faune sauvage ». Présenté avec le ministère de l'Agriculture, ce quatrième plan national sur le loup, dénoncé par les représentants des éleveurs lors de la concertation fin 2017, a été mis en ligne sur le site du ministère de l'Écologie. Le public a jusqu'au 29 janvier pour déposer des observations.

12 janvier 2018..... Un lecteur de l'hebdomadaire Marianne confie : Hulot a-t-il raison ou tort ? Il a raison quand il dit que le nucléaire est une vraie saloperie à cause des déchets ingérables et un accident potentiel en France. Il a raison quand il dit qu'on peut arrêter des réacteurs pour atteindre 50% d'électricité d'origine nucléaire, voire moins. Mais il a tort car, si on veut maintenir quelque chose d'à peu près viable économiquement (si on admet la double contrainte énergie-climat), il faut des économies d'énergie drastiques ; produire de l'électricité provenant du solaire, du vent, des vagues et de la biomasse. Tout cela couplé à un manque de pétrole et de gaz et une croissance terminée et non souhaitable pour le climat. Pour toutes ces conditions, il va falloir faire face à de l'intermittence : de l'électricité disponible quand il y a du soleil et du vent et des déchets organiques pour la biomasse afin de pallier cette irrégularité. De lourds investissements sont à prévoir dans des batteries ou des barrages en altitude. Les citoyens seront obligés d'isoler leurs habitations (vu la précarité actuelle, cela paraît compliqué). Si on ajoute là-dessus la voiture électrique généralisée... En conclusion, si nous sommes prêts à réduire notre consommation en tous domaines (donc prestations à prévoir), nous avons de bonnes chances d'y arriver. Mais il faut être clair avec le citoyen électeur, ces deux choix ne sont ni bons ni mauvais, ils ne permettront pas de maintenir ce que nous avons. Il est trop tard pour être pessimiste. La vraie révolution sera celle-là.

(suite au n° suivant)

NICOLAS HULOT, SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE:
IL FAUT QUE CHACUN SE TOURNE
VERS SA PROPRE RESPONSABILITÉ»



L'EPR (European Pressurised Reactor)

CH2 - EPR à Penly ou pas ?

4 décembre 2003..... 45 militants de Greenpeace pénètrent dans la centrale de Penly (Seine-Maritime). Certains grimpent sur les cheminées de la centrale, d'autres sur le toit du réacteur. Mais la force du vent les empêche de déployer des banderoles. Avec leur action qui dure quatre heures, ils protestent contre le projet de réacteur à eau sous pression EPR dont il est prévu une implantation éventuelle sur ce site.

Début 2004..... Constitution d'un collectif régional (Normandie) «L'EPR , non merci ! Ni ailleurs, Ni ici!» qui regroupera une vingtaine d'associations, syndicats, partis et individus. Attac Manche, Alternative citoyenne, la Gauche autrement, Alternative libertaire, Coedra 35, collectifs contre l'enfouissement des déchets nucléaires dans l'Orne et la Mayenne, la Confédération paysanne, le CRILAN, le Grape, la LCR, Manche nature, Greenpeace, Pays de Grandville Environnement, UFC Que choisir St Lô, les sept vents du Cotentin, le groupe RCV au conseil régional, Les Verts, etc

Janvier 2004..... Une main invisible a fait parvenir au Réseau Sortir du Nucléaire un document classé «confidentiel défense» concernant la sécurité du futur réacteur européen EPR. Ce rapport, réalisé par des ingénieurs pour le compte d'EDF affirme que l'EPR ne résisterait pas à un attentat du type 11 septembre. EDF a confirmé le 25 novembre 2003 l'authenticité du document, mais refuse de le commenter au nom du secret défense. Areva trouve nauséabond de jouer avec les peurs des gens. La révélation du contenu de ce document est punissable par la loi, mais le Réseau rappelle qu'interdire la circulation de l'information sur le nucléaire ne réduit en rien la vulnérabilité de la filière aux risques d'attentats.

7 janvier 2004..... Des Verts et des socialistes s'unissent sur une approche de gauche du développement durable au sein d'une nouvelle association «Respire» créée ce jour. L'association regroupe une cinquantaine de militants des deux partis ainsi que des experts. Elle est à l'initiative de deux écologistes, Francine Bavay, conseillère régionale d'île de France, et Yann Wehring, porte-parole national, et de deux socialistes dont un proche de M. Fabius. L'association, dont l'ambition est d'élaborer des propositions concrètes pour les politiques publiques, publie un premier cahier sur l'enjeu décisif de l'EPR, le réacteur nucléaire de troisième génération.

8 janvier 2004..... Selon un communiqué, «le parti socialiste (PS) est opposé à la décision de construire aujourd'hui l'EPR», le réacteur nucléaire de troisième génération. Une délégation du PS est reçue par la ministre de l'Industrie Nicole Fontaine qui avait insisté sur «l'indispensable diversification de notre production électrique», tout en jugeant que «la filière nucléaire est un atout pour la France». Le PS n'a pas encore décidé s'il participerait, le 17 janvier à Paris, à la manifestation des antinucléaires.

17 janvier 2004..... 10 000 manifestants défilent à Paris contre la construction de tout nouveau réacteur nucléaire en Europe. Les médias d'État, sans doute frappés par l'arrêt «secret défense» sur le nucléaire d'août 2003, sont très discrets sur le succès de mobilisation des antinucléaires. Au journal télévisé de 20 h, Framatome et Areva parlent de relance du nucléaire aux USA (alors que les électriciens américains viennent chercher leurs pièces de rechange en France) et de la sûreté accrue de l'EPR – qui n'est qu'une copie légèrement améliorée des réacteurs actuels d'EDF. La ministre de l'Industrie Nicole Fontaine approuve et soutient le constructeur français Areva : cela s'explique, car Areva doit subsister afin de fournir, depuis l'usine de La Hague, le plutonium nécessaire à la Défense nationale en cas de guerre nucléaire. Chirac ne propose-t-il pas notre parapluie nucléaire aux autres Européens ?

30 janvier 2004..... L'Autorité de Sûreté Nucléaire finlandaise publie un avis réservé sur le choix de l'EPR comme cinquième réacteur dans ce pays. L'organisme chargé de vérifier le respect des conditions de fonctionnement du nucléaire estime en effet que les récents défauts découverts dans les réacteurs français et qui constituent un danger évident n'ont pas été corrigés dans le futur EPR.

Février 2004..... Les Amis de la Terre communiquent : Comme le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin l'avait déjà annoncé lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, le gouvernement a fait une place au nucléaire en annonçant la construction d'un premier réacteur nucléaire de type EPR. Alors pourquoi avoir engagé un débat national sur l'énergie ? Une décision qui va à l'encontre de l'opinion publique puisque les récents sondages ont montré que plus de 60% des Français souhaitent une sortie du nucléaire. A l'encontre aussi des experts qui ont participé à ce débat sur l'énergie et qui ont démontré qu'une nouvelle politique énergétique française passe par une politique ambitieuse de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables et par un important investissement pour l'amélioration de l'efficacité énergétique. Cette décision de poursuite du nucléaire est totalement apposée aux politiques énergétiques européennes et mondiales. Encore une fois la France va s'isoler et s'endetter dans un nouveau programme nucléaire et prendre du retard sur les énergies d'avenir, l'efficacité énergétique et la maîtrise de l'énergie, seules mesures réellement efficaces pour réduire les gaz à effet de serre. Cette relance du nucléaire va également augmenter le risque industriel et la problématique gestion des déchets radioactifs.



L'ARME DU BOYCOTT – UNE CONSTANTE DEPUIS LONGTEMPS CHEZ LES ECOLOGISTES

Le **boycott**, boycottage ou encore, en français, la mise à l'index, est le refus collectif, non violent et systématique d'acheter ou de vendre les produits ou services d'une **entreprise** ou d'une **nation** pour marquer une hostilité et faire pression sur elle.

1880..... Le capitaine anglais Charles Cunningham Boycott (1832-1897) gère



d'une main de fer l'immense domaine de lord Erne et expulse de leurs terres tous les paysans locataires qui ne peuvent plus assumer leur loyer. Deux hommes politiques, Charles Parnell et Michael Davitt, proposent alors aux expulsés une tactique de rétorsion : rompre toute relation commerciale ou de service avec le capitaine Boycott et avec les paysans qui ont repris leurs terres. Très vite les résultats se font sentir : un journaliste narre que l'on vit, sur les terres de lord Erne, les bergers abandonner leurs troupeaux, les paysans se croiser les bras en face des récoltes mûres, le maréchal-ferrant refuser de ferrer les chevaux de Boycott, le boulanger de lui fournir du pain, le facteur de lui remettre ses

lettres. L'homme finira par quitter la région, mais laissera son nom à la postérité. Le **boycott ou boycottage** va franchir les espaces et se répandre sur la planète. Forme de résistance passive en Inde contre les anglais (boycott du sel), contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis (affaire Rosa Parks, boycott des bus publics), contre la politique de colonies israéliennes en territoire palestinien (boycott des oranges et fruits). Ces réactions restent aujourd'hui très présentes chez le consommateur engagé et les écologistes.

12 mars à mai 1930..... Aux Indes sous domination britannique, **Gandhi**, âgé de 61 ans, part à pied de son ashram avec 70 compagnons pour se rendre au bord de la mer. Toute l'Inde est alertée : les journalistes le suivent pendant cette longue marche de 26 jours. Les paysans arrosent les routes, y étendent des branchages et s'agenouillent au passage des pèlerins. La petite bande partie de l'ashram est devenue une armée non violente de plusieurs milliers de personnes qui arrivent le 6 avril sur la plage. Gandhi ramasse du sable et puise un peu d'eau salée. Ce geste théâtral déclenche le **boycott** du sel dans toute l'Inde. Gandhi a violé la loi qui considère comme punissable de posséder du sel sans passer par le monopole britannique d'Etat. En mai, tandis que Gandhi est une fois de plus en prison, les Indiens ramassent partout le sel et la police les arrête en masse. Les usines de sel sont protégées mais encerclées par les non-violents. Ceux-ci se laissent matraquer les uns après les autres sans cris ni protestations, mais ils sont innombrables. Heures après heures, des brancardiers emportent des corps inertes et sanglants, l'Angleterre a perdu, elle ne s'en remettra jamais. Les négociations de libération de l'Inde vont commencer.

18 février 1958..... Le groupe surréaliste parisien (André Breton, Jean-Jacques Lebel, etc...) publie un manifeste contre le nucléaire militaire qui sera distribué à la Sorbonne (avec bagarre à la clé) à l'occasion d'une conférence de Robert Oppenheimer, un de ceux qui avait élaboré la bombe A à Los Alamos. «Si la religion fut longtemps l'opium du peuple, la Science est en bonne place pour prendre le relais (...). Sus à la théologie de la Bombe ! (...). **Boycottons** les conférences vouées à l'exaltation de l'atome » affirme ce manifeste.

25 juin 1972..... La France commence son premier essai nucléaire de l'année : 28^{ème} essai nucléaire français en Polynésie à Mururoa : Umbriel, tir en atmosphère de faible puissance sous ballon (230 m). En fait, c'est le 45^{ème} tir. A Hereheretue, des retombées radioactives sont détectées 19 h après l'essai. A Tahiti, 30 h après l'essai, des retombées, ainsi qu'à Mahina et Taravao. Des retombées différées début juillet à Hereheretue, Bora Bora et Tahiti. Les protestations montent du Japon, de la Nouvelle Zélande et en Australie où les services postaux décident de **boycotter** la France. La jeune association Greenpeace avec son voilier «Véga» se rend à Mururoa pour protester contre ses essais atmosphériques et tenter d'empêcher ces essais.

avril 1976..... L'UFC (Union Fédérale des Consommateurs) lance par l'intermédiaire de son journal "Que Choisir ?" (n°106) un appel au **boycott** des colorants alimentaires les plus dangereux et les plus douteux. Selon des études citées par le journal, certains additifs et colorants sont employés sans qu'on ait des garanties réelles sur leur innocuité. Des colorants utilisés en France sont interdits dans des pays étrangers et réciproquement. La présence de ces substances est signalée par un code (E...) qui resterait obscure sans la campagne des mouvements de consommateurs pour diffuser sa signification. Le boycott est bientôt suivi par des millions de personnes et on note rapidement une baisse d'achat de certains sirops, bonbons et conserves.

8 mai 1977..... Quinze mille personnes participent à un grand rassemblement contre la centrale nucléaire du Pellerin en Loire-Atlantique, près de Nantes. Une mascarade d'enquête publique est en cours malgré une opposition massive forte de nombreux élus. La plupart des maires refusent d'afficher l'avis officiel d'ouverture de l'enquête et c'est le sous-préfet qui est obligé de faire lui-même l'affichage. Il est accueilli par une population farouche et les dossiers d'enquête finissent dans des fourgonnettes baptisées pour l'occasion « mairies annexes », gardées par la police et **boycottées** par la population. Le 2 juin, à Couëron, un village qui fait face au Pellerin, les dossiers sont brûlés par la foule sur une place publique.

Etc. etc. Ce ne sont que quelques exemples...